

N. 91 — 732 (90 — 2818)

VERTALING

19 JUNI 1990. — Decreet houdende oprichting van een « Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge » (Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap alsmede voor de bijzondere sociale bijstandsverlening). — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 13 november 1990, bin. 21453-21457, gelieve te lezen, in de Duitse tekst :

In het artikel 4. § 1. 8. : « ... ihrer Aufgaben anvertraut », in plaats van : « ... seiner Aufgaben anvertraut ».

In het artikel 5 : « ... ihrer Aufgaben achtet die Dienststelle... », in plaats van : « ... ihrer Aufgaben beachtet die Dienststelle... ».

In het artikel 6. : « 5. vier Vertretern der von der Dienststelle anerkannten Tagesstätten für Personen mit einer Behinderung, davon zwei aus dem Norden und zwei aus dem Süden des Gebietes deutscher Sprache. »;

« 6. zwei Vertretern der von der Dienststelle anerkannten Vereinigungen, die eine Unterbringung von Personen mit einer Behinderung gewährleisten, davon einer aus dem Norden und einer aus dem Süden des Gebietes deutscher Sprache; », in plaats van : « 5. vier Vertretern der von der Dienststelle anerkannten Vereinigungen, die eine Unterbringung von Personen mit einer Behinderung gewährleisten, davon einer aus dem Norden und einer aus dem Süden des Gebietes deutscher Sprache; ».

In het artikel 6. : « 12. zwei Vertretern der Arbeitgeberorganisationen. », in plaats van : « 12. zwei Vertretern der Arbeitgeberorganisationen. ».

In het artikel 7. : « ... erwähnte Vereinigung... », in plaats van : « ... erwähnten Vereinigung... ».

In het artikel 9. § 1. : « ... über alle Angelegenheiten... », in plaats van : « ... über Angelegenheiten... ».

In het artikel 11. : « ... der Dienststellen... », in plaats van : « ... der Dienststelle... ».

In het artikel 15, in de Franse tekst : « peut ester », in plaats van : « peut rester ».

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 733

4 OCTOBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif à la garantie de bonne fin de la Région quant au remboursement des prêts hypothécaires consentis pour la construction ou l'achat d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées, dans la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu l'article 49 du Code du Logement;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif à la garantie de bonne fin de la Région quant au remboursement des prêts hypothécaires consentis pour la construction ou l'achat d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées, dans la Région wallonne, notamment l'article 2, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 juin 1988, les articles 4 et 5, l'article 7, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 6 juillet 1988 et l'article 9;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 août 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif à la garantie de bonne fin de la Région quant au remboursement des prêts hypothécaires consentis pour la construction ou l'achat d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées, dans la Région wallonne, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 16 juin 1988, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1^{er}, b, est remplacé par la disposition suivante :

« b) habitation assimilée à des habitations sociales ou à des petites propriétés terriennes :

— l'habitation à construire dont la valeur vénale ne dépasse pas 3 500 000 francs, majorés de 5 % par enfant à charge à partir du deuxième enfant avec un plafond de 15 %;

— l'habitation à acquérir, dont ni la valeur vénale, ni le prix d'achat ne dépasse 3 000 000 francs majorés comme dit ci-dessus;

— l'habitation à acquérir, dont la valeur vénale, après l'exécution des travaux d'assainissement, d'amélioration ou d'adaptation ne dépasse pas 3 500 000 francs majorés comme dit ci-dessus. »

2^o l'alinéa 1^{er}, c, est remplacé par la disposition suivante :

« c) enfant à charge, l'enfant conçu depuis 90 jours au moins, à la date de la demande de prêt ou l'enfant pour lequel à cette même date, des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées au demandeur ou à son conjoint ainsi que l'enfant pour lequel le demandeur ou son conjoint n'ont pas droit à de telles allocations, mais que le Ministre estime être effectivement à leur charge, s'ils en apportent la preuve.

Pour la détermination du nombre d'enfants à charge, est compté pour deux enfants, l'enfant handicapé.

En outre, est considéré comme ayant un enfant à charge, le demandeur, handicapé ou dont le conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement est handicapé, ainsi que le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, qui sont âgés l'un et l'autre de moins de 35 ans à la date de la demande. »

3^o l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« c) handicapé, soit la personne atteinte de 66 % au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale, soit la personne dont la capacité de gain est réduite à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner sur le marché général de l'emploi, en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, soit la personne dont le manque d'autonomie est fixé à neuf points au moins, en application de la même loi. »

Art. 2. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. § 1^{er}. A la date où le prêt est octroyé et au cours de la période de 2 ans précédant cette date, l'emprunteur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, ne peuvent être ni avoir été, seuls ou ensemble, propriétaires ou usufruitiers de la totalité d'un autre logement.

Il est dérogé à cette condition lorsqu'il s'agit :

1^o soit d'un logement insalubre par surpeuplement ou insalubre non améliorabile et pour autant que ce logement soit le dernier logement occupé par l'emprunteur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement;

2^o soit d'un ou de plusieurs logements insalubres non améliorables sis sur le terrain devant servir d'assiette au logement à construire au moyen du prêt.

L'insalubrité par surpeuplement est établie par le Ministre sur base d'un rapport de l'administration.

Le logement est considéré comme insalubre non améliorabile si l'emprunteur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement ont été reconnus admissibles au bénéfice de l'allocation instituée par l'arrêté royal du 23 février 1977 concernant l'octroi par la Région wallonne d'avantages à la démolition d'habitations insalubres non améliorables, ou si le logement est reconnu insalubre non améliorabile par le Ministre sur base d'un rapport de l'Administration ou par un arrêté du bourgmestre.

§ 2. La dérogation visée au paragraphe premier, alinéa 2, est subordonnée au respect des conditions suivantes :

1^o en cas de pleine propriété :

a) s'il s'agit d'un logement insalubre par surpeuplement, l'emprunteur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, doivent s'engager à le mettre en vente dès l'occupation du logement construit ou acquis au moyen du prêt;

b) s'il s'agit d'un logement insalubre non améliorabile, l'emprunteur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement doivent s'engager à le faire démolir, ou à ne plus le destiner à l'habitation à dater de l'occupation du logement construit ou acquis au moyen du prêt.

2^o en cas d'usufruit, l'emprunteur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement doivent s'engager à renoncer à leur usufruit dès l'occupation du logement construit ou acquis au moyen du prêt. »

Art. 3. A l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o, du même arrêté, les mots « alinéa 3 » sont remplacés par les mots « alinéa 2 ».

Art. 4. L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 8 juillet 1983, est remplacé par la disposition suivante : « y compris le montant des primes accordées par la Région, le prêt ne peut selon le cas, excéder 100 % de :

1^o la valeur vénale, lorsqu'il s'agit de la construction d'une habitation assimilée à des habitations sociales;

2^o la valeur vénale ou du prix d'achat si ce dernier est inférieur à la valeur vénale, lorsqu'il s'agit de l'achat d'une habitation sociale, d'une petite propriété terrienne ou d'une habitation assimilée à des habitations sociales;

3^o la valeur vénale après l'exécution des travaux désignés ci-après, lorsqu'il s'agit de l'achat d'une habitation mentionnée sous le 2^o et de l'exécution à celle-ci, de travaux d'assainissement, d'amélioration et d'adaptation.

Le maximum de 100 % fixé à l'alinéa précédent est ramené à 90 % lorsque le remboursement du prêt n'est pas couvert par une assurance-vie ou pour quelque raison que ce soit, n'est plus couvert par une assurance-vie.

Art. 5. A l'article 9, le nombre 3 000 est remplacé par 5 000.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1990.

Namur, le 4 octobre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 -- 733

4. OKTOBER 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Mai 1981 über die Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der Hypothekendarlehen, die für den Bau oder den Ankauf von Sozialwohnungen, kleinen ländlichen Besitzen oder damit gleichgestellten Wohnungen in der Wallonischen Region gewährt worden sind

Aufgrund des Artikels 49 des Wohnungsbaugesetzbuches;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. Mai 1981 über die Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der Hypothekendarlehen, die für den Bau oder den Ankauf von Sozialwohnungen, kleinen ländlichen Besitzen oder damit gleichgestellten Wohnungen in der Wallonischen Region gewährt worden sind, insbesondere des durch den Erlass der Exekutive vom 16. Juni 1988 abgeänderten Artikels 2, der Artikel 4 und 5, des durch den Erlass der Exekutive vom 6. Juli 1983 abgeänderten Artikels 7 und des Artikels 9;

Aufgrund des am 6. August 1990 abgegebenen Gutachtens des Haushaltsministers;
 Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;
 Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für Landwirtschaft, Umwelt und Wohnungswesen,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Erster Artikel. Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 19. Mai 1981 über die Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der Hypothekendarlehen, die für den Bau oder den Ankauf von Sozialwohnungen, kleinen ländlichen Besitzen oder damit gleichgestellten Wohnungen in der Wallonischen Region gewährt worden sind, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 16. Juni 1988 wird wie folgt abgeändert :

1° Absatz 1, b, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« b) Wohnung, die den Sozialwohnungen oder den kleinen ländlichen Besitzen gleichgestellt ist :

- die zu erbauende Wohnung, deren Verkaufswert 3 500 000 Franken nicht übersteigt, erhöht um 5 % pro Kind zu Lasten ab dem zweiten Kind mit einem Höchstprozentsatz von 15 %;
- die zu kaufende Wohnung, wovon weder der Verkaufswert noch der Kaufpreis 3 000 000 Franken, erhöht wie oben gesagt, übersteigt;
- die zu kaufende Wohnung, deren Verkaufswert nach Ausführung der Sanierungs-, Ausbesserungs- oder Anpassungsarbeiten 3 500 000 Franken, erhöht wie oben gesagt, nicht übersteigt. »

2° Absatz 1, c, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« c) Kind zu Lasten : das Kind, das am Tag des Darlehensantrages seit mindestens 90 Tagen erwartet wird oder das Kind, für das dem Antragsteller oder seinem Ehepartner am selben Tag Kinder- oder Waisenzulagen gewährt werden, sowie das der Antragsteller oder sein Ehepartner kein Anrecht auf solche Zulagen hat, das der Minister aber als tatsächlich zu ihren Lasten ansieht, wenn sie dies beweisen.

Für die Bestimmung der Anzahl der Kinder zu Lasten wird das behinderte Kind für zwei Kinder Kinder gerechnet.

Ferner wird der Antragsteller so betrachtet, als hätte er ein unterhaltsberechtigtes Kind, wenn er behindert ist, oder wenn der mit ihm lebende Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person behindert ist, sowie wenn der Antragsteller oder sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person am Tage des Antrages beide das 35. Lebensjahre nicht erreicht haben. »

3° Absatz 1 wird wie folgt ergänzt :

« d) Behinderter : entweder die Person, die an einer mindestens 66 %igen Mangel an körperlichen oder geistigen Fähigkeiten, oder an einer mindestens 66 %igen Verminderung dieser Fähigkeiten leidet oder die Person, deren Erwerbsfähigkeit auf ein Drittel von dem, was eine gesunde Person auf dem allgemeinen Arbeitsmarkt verdienen kann, oder auf weniger als das beschränkt ist, in Anwendung des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über Behindertenzulagen oder die Person, deren fehlende Selbständigkeit mindestens neun Punkte beträgt, in Anwendung desselben Gesetzes. »

Art. 2. Artikel 4 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 4. § 1. Am Tag, wo das Darlehen gewährt wird, und während der 2 vorausgehenden Jahre können weder der Darlehensnehmer noch sein mit ihm lebender Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person alleine oder gemeinsam Eigentümer oder Niessbraucher der Gesamtheit einer anderen Wohnung sind oder gewesen sind.

Von dieser Bedingung wird abgewichen, wenn es sich :

1° entweder um eine wegen Überbevölkerung gesundheitsschädliche oder eine nicht verbesserungsfähige Wohnung handelt und insofern die Wohnung die letzte ist, die der Darlehensnehmer und sein mit ihm lebender Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person bewohnt haben;

2° oder um eine oder mehrere nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädliche Wohnung handelt, die auf dem Grundstück, das als Fläche für die mit Hilfe des Darlehens zu bauende Wohnung dienen wird, gelegen ist;

Die Gesundheitsschädlichkeit wegen Überbevölkerung wird aufgrund eines Berichts der Verwaltung vom Minister festgestellt.

Die Wohnung wird als gesundheitsschädlich und nicht verbesserungsfähig betrachtet, wenn der Darlehensnehmer und der mit ihm lebende Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person das Anrecht auf die Beihilfe zuerkannt worden ist, die durch den Königlichen Erlass vom 23. Februar 1977 über die Gewährung, für die Wallonische Region, von Vorteilen für den Abbruch von nicht verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen eingeführt worden ist, oder wenn die Wohnung aufgrund eines Berichts der Verwaltung oder durch eine Verordnung des Bürgermeisters vom Minister als gesundheitsschädlich und nicht verbesserungsfähig anerkannt worden ist.

§ 2. Für die in erstem Absatz, Unterabsatz 2 erwähnte Abweichung müssen folgende Bedingungen erfüllt werden :

1° Im Falle von Alleineigentum :

a) wenn es sich um eine wegen Überbevölkerung gesundheitsschädliche Wohnung handelt, müssen der Darlehensnehmer und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, sie zu verkaufen, sobald die mit Hilfe des Darlehens erbaute oder gekaufte Wohnung bezogen wird;

b) wenn es sich um eine nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädliche Wohnung handelt, müssen der Darlehensnehmer und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, sie abreißen zu lassen oder sie nicht mehr für Wohnzwecke zu bestimmen, sobald die mit Hilfe des Darlehens erbaute oder gekaufte Wohnung bezogen ist.

2° Im Falle eines Niessbrauchs müssen der Darlehensnehmer und sein mit ihm lebender Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, auf ihren Niessbrauch zu verzichten, sobald die mit Hilfe des Darlehens erbaute oder gekaufte Wohnung bezogen wird. »

Art. 3. In Artikel 5, Absatz 1, Punkt 3° desselben Erlasses werden die Wörter « Absatz 3° » durch die Wörter « Absatz 2° » ersetzt.

Art. 4. Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 6. Juli 1983 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt : Einschliesslich des Betrags der von der Region gewährten Prämien, darf das Darlehen je nach Fall nicht mehr betragen als 100 % :

1° des Verkaufswerts, falls es sich um den Ankauf einer Wohnung handelt, die Sozialwohnungen gleichgestellt ist;

2° des Verkaufswertes oder des Kaufpreises, wenn letzterer unter dem Verkaufswert liegt, falls es sich um den Ankauf einer Sozialwohnung, eines kleinen ländlichen Besitzes oder einer Wohnung handelt, die Sozialwohnungen gleichgestellt ist;

3° des Verkaufswertes nach Ausführung der nachstehend aufgeführten Arbeiten, wenn es sich um den Ankauf einer unter 2° bezeichneten Wohnung und die Ausführung von Sanierungs-, Ausbesserungs- und/oder Anpassungsarbeiten handelt.

Das im vorausgehenden Abschnitt festgelegte Maximum von 100 % wird auf 90 % vermindert, wenn die Rückzahlung des Darlehens nicht durch eine Lebensversicherung gedeckt ist oder aus irgendeinem Grund nicht mehr durch eine Lebensversicherung gedeckt ist.

Art. 5. In Artikel 9 wird die Zahl 3 000 durch 5 000 ersetzt.

Art. 6. Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 1990 in Kraft.

Namur, den 4. Oktober 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region für die Landwirtschaft, die Umwelt und das Wohnungswesen,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 733

4 OKTOBER 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de gewestwaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypothecaire leningen, toegestaan voor het bouwen of kopen van volkswoningen, kleine landeigendommen of daarmee gelijkgestelde woningen in het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op artikel 49 van de Huisvestingscode;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de gewestwaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypothecaire leningen, toegestaan voor het bouwen of kopen van volkswoningen, kleine landeigendommen of daarmee gelijkgestelde woningen in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 16 juni 1988, de artikelen 4 en 5, artikel 7, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 6 juli 1983 en artikel 9;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 augustus 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest.

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de gewestwaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypothecaire leningen, toegestaan voor het bouwen of kopen van volkswoningen, kleine landeigendommen of daarmee gelijkgestelde woningen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 16 juni 1988, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, *b*, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« *b*) met volkswoningen of kleine landeigendommen gelijkgestelde woningen :

— de te bouwen woning, waarvan de verkoopwaarde 3 500 000 F, verhoogd met 5 % per kind ten laste vanaf het tweede kind met een plafond van 15 %, niet overschrijdt;

— de te kopen woning waarvan noch de verkoopwaarde, noch de koopprijs 3 000 000 F, verhoogd als hierboven, overschrijdt;

— de te kopen woning waarvan de verkoopwaarde, na de uitvoering van sanerings-, verbeterings- of aanpassingswerken 3 500 000 F, verhoogd als hierboven, niet overschrijdt ».

2° het eerste lid, *c*, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« *c*) kind ten laste, het op de datum van de leningsaanvraag sinds ten minste 90 dagen verwekte kind of het kind waarvoor op dezelfde datum kinderbijslag of wezentoelagen worden toegekend aan de aanvrager of aan zijn echtgenoot, alsmede het kind waarvoor de aanvrager of zijn echtgenoot geen recht hebben op zulke bijslag of toelagen, maar dat door de Minister geacht wordt werkelijk te hunnen laste te zijn voor zover zij dat bewijzen.

Voor het bepalen van het aantal kinderen ten laste wordt het gehandicapte kind voor twee kinderen geteld.

Als hebbende een kind ten laste wordt eveneens beschouwd de gehandicapte aanvrager of zijn gehandicapte echtgenoot of de gehandicapte persoon met wie hij samenleeft, alsmede de aanvrager en zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft die op de datum van de leningsaanvraag niet 35 jaar oud zijn ».

3° eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« d) gehandicapte, hetzij de persoon die wordt erkend als getroffen zijnde door ten minste 66 % ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid, hetzij met toepassing van de wet van 27 februari 1987 betreffende de aan de gehandicapten toegekende tegemoetkomingen, de personen waarvan het verdienvermogen tot één derde of minder van wat een valide persoon op de algemene arbeidsmarkt in staat is te winnen, hetzij met toepassing van dezelfde wet, de persoon waarvan het tekort aan autonomie ten minste 9 punten bedraagt. »

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. § 1. De ontlener, noch zijn echtgenoot, noch de persoon met wie hij samenleeft mogen, alleen of samen, een andere woning volledig in eigendom of in vruchtgebruik bezeten of hebben bezeten op de datum waarop de lening wordt toegekend of gedurende de twee voorafgaande jaren.

Van deze voorwaarde wordt afgeweken wanneer het betreft :

1° hetzij een woning die ongezond wegens overbevolking of ongezond onverbeterbaar is verklaard en voor zover die woning de laatste woning die door de ontlener en zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft werd bewoond;

2° hetzij één of verschillende ongezonde onverbeterbare woningen gelegen op het terrein waarop de dank zij de lening te bouwen woning moet worden gebouwd.

De ongezondheid wegens overbevolking wordt vastgesteld door de Minister op basis van een verslag van het bestuur.

De woning wordt beschouwd als ongezond onverbeterbaar wanneer de ontlener of zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont, de toelage ingesteld door het koninklijk besluit van 23 februari 1977 betreffende de toekenning door het Waalse Gewest van voordelen voor de sloping van ongezonde onverbeterbare woningen kunnen genieten of wanneer de woning ongezond onverbeterbaar is verklaard door de Minister op basis van een verslag van het bestuur of bij een besluit van de burgemeester.

§ 2. De in § 1, tweede lid, is afhankelijk gemaakt van de naleving aan de volgende voorwaarden :

1° in geval van volle eigendom :

a) wanneer het een ongezonde woning wegens overbevolking betreft, moeten de ontlener en zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft zich ertoe verbinden die woning te koop te stellen zodra de met de lening gebouwde of aangekochte woning wordt bewoond;

b) wanneer het een ongezonde onverbeterbare woning betreft, moeten de ontlener en zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft zich ertoe verbinden die woning te laten slopen of die woning niet voor bewoning te bestemmen met ingang van de bewoning van de met de lening gebouwde of aangekochte woning.

2° in geval van vruchtgebruik moeten de ontlener en zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft zich ertoe verbinden hun vruchtgebruik na te laten zodra de met de lening gebouwde of aangekochte woning wordt bewoond. »

Art. 3. In artikel 5, eerste lid, 3°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « derde lid » vervangen door de woorden « tweede lid ».

Art. 4. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 6 juli 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling : « met inbegrip van het bedrag van de door het Gewest verleende premies, mag de lening niet meer bedragen dan 100 % van :

1° de verkoopwaarde wanneer het de bouw van een met volkswoningen gelijkgestelde woning betreft;

2° de verkoopwaarde of van de koopprijs indien deze lager is dan de verkoopwaarde, wanneer het de koop van een volkswoning, een kleine landeigendom of een met volkswoningen gelijkgestelde woning betreft;

3° van de verkoopwaarde na uitvoering van de hierna vermelde werken wanneer het de koop van de hierna onder 2° vermelde woning en de uitvoering aan deze laatste van sanerings-, verbeterings- en aanpassingswerken betreft.

Het in het vorige lid vastgestelde maximum van 100 % wordt teruggebracht tot 90 % wanneer het de terugbetaling van de lening door een levensverzekering niet gedekt is. »

Art. 5. In artikel 9 wordt het aantal 3 000 vervangen door 5 000.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1990.

Namen, 4 oktober 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

F. 91 — 734

7 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux conditions d'octroi de subventions aux organismes publics pour l'acquisition, l'expropriation et l'aménagement d'immeubles pour le logement de personnes handicapées, de jeunes, de personnes âgées et de sans-abri ou de personnes mal logées

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du logement, notamment l'article 33;

Vu le décret du 21 décembre 1989 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1990;